



**CULTIVÖNS**

LA TERRE. LA VIE. LE MONDE.

# **CULTIVER UN AVENIR MEILLEUR**

## **RÉSUMÉ**



**Oxfam**

[www.oxfam.org/cultivons](http://www.oxfam.org/cultivons)

Oxfam a été créé en 1942 en réponse à une crise alimentaire. Soixante-dix ans plus tard, une nouvelle crise frappe le monde, menaçant la population mondiale dans son ensemble. En 1942, la situation d'urgence était une conséquence de la Seconde Guerre mondiale ; aujourd'hui, la crise est le fait d'une absurde injustice mondiale. Chaque jour, près d'un milliard de personnes souffrent de la faim, exclues des schémas non durables de consommation et de production qui nous ont amené aux confins des limites écologiques acceptables pour notre planète.

Tous les signaux d'alerte sont au rouge. Nous sommes entrés dans une période de crise, de flambées des prix des denrées alimentaires et du cours du pétrole. Nous sommes engagés dans une course à la terre et aux réserves d'eau, et dans une ère de changements saisonniers lents et insidieux. La flambée des prix des denrées alimentaires de 2008 a plongé quelque 100 millions de personnes dans la pauvreté. À ce jour, la hausse des prix en 2011 y a précipité 44 millions de personnes supplémentaires.<sup>1</sup> Ces statistiques cachent des millions d'histoires personnelles de souffrances et de déchirements, des familles qui luttent pour ne pas sombrer dans le dénuement total, des foyers qui s'endettent, des mères qui se privent de nourriture et de soins, ainsi que des personnes âgées abandonnées.

La faim est le baromètre d'un malaise plus profond. Malgré une nette croissance de la productivité et des revenus au cours des dernières décennies, la faim dans le monde s'aggrave. Malgré un très large consensus scientifique sur le changement climatique et malgré un socle économique robuste pour engager des actions rapides et déterminantes, nous continuons d'émettre de plus en plus de gaz à effet de serre. Enfin, malgré les progrès réalisés en faveur des droits des femmes et la reconnaissance massive de leur rôle clé dans l'alimentation familiale, l'accès aux ressources leur est fréquemment interdit, tout comme leur sont contestés leurs talents et leur leadership.

Une minorité de puissants défendant des intérêts particuliers, profitant de l'actuel statu quo, nous soumet tous à la paralysie. Des élites avides amassent des richesses aux dépens des populations rurales appauvries. Des lobbies pro-agrocarburants forts s'agrippent au système de subventions qui détourne les ressources agricoles en faveur des réservoirs de carburant et aux dépens de l'alimentation. Les industries polluantes s'opposent à toute action pour réduire les émissions. Les sociétés de transport pratiquent des prix exorbitants pour expédier l'aide alimentaire d'urgence, escroquant à la fois les contribuables et les bénéficiaires de l'aide. De gigantesques sociétés agroalimentaires agissent dans l'ombre comme des oligopoles internationaux, définissant les chaînes de valeurs, régissant les marchés, sans rendre de compte à qui que ce soit.

<sup>1</sup> <http://www.bloomberg.com/news/2011-04-16/zoellick-says-world-economy-one-shock-away-from-food-crisis-1-.html>

**Ce document est un résumé du rapport d'Oxfam « Cultiver un avenir meilleur: La justice alimentaire dans un monde aux ressources limitées », base de la campagne « Cultivons » d'Oxfam sur ce sujet. Le rapport et les recherches, études de cas et informations correspondantes sur cette campagne « Cultivons » sont disponibles à l'adresse: [www.oxfam.org/cultivons](http://www.oxfam.org/cultivons)**

---

## Les subventions mondiales accordées aux énergies renouvelables s'élèvent à 57 milliards de dollars, contre 312 milliards pour les carburants fossiles.

---

Que se soit en empêchant la mainmise sur l'élaboration des politiques, en interrompant le pillage des fonds publics ou en régulant les sociétés les plus puissantes, la majorité des États n'a pas su résister à ces intérêts. Ils ont également négligé les besoins des populations pauvres et vulnérables, notamment ceux des femmes, faisant preuve d'un effarant manque de volonté à s'attaquer aux vecteurs de la faim, des inégalités et des catastrophes environnementales.

Nous sommes aujourd'hui exposés à un recul général du développement humain. Selon de nouvelles recherches mandatées par Oxfam dans le cadre du rapport « Cultiver un avenir meilleur : La justice alimentaire dans un monde aux ressources limitées », le prix réel des céréales de base devrait augmenter de 120 à 180% dans les vingt prochaines années, avec les pressions sur les ressources qui s'intensifient et le changement climatique qui s'accélère.

---

Le CGIAR (Consultative Group on International Agriculture Research), le principal groupe de centres de Recherche & Développement (R&D) en faveur des pays en développement dans le monde, dispose d'un budget annuel de 500 millions de dollars, soit moins de la moitié des 1,2 milliard de dollars dépensés en R&D par la multinationale Monsanto.

---

L'aide apportée aux agrocarburants dans le monde s'élève à 20 milliards de dollars par an.

---

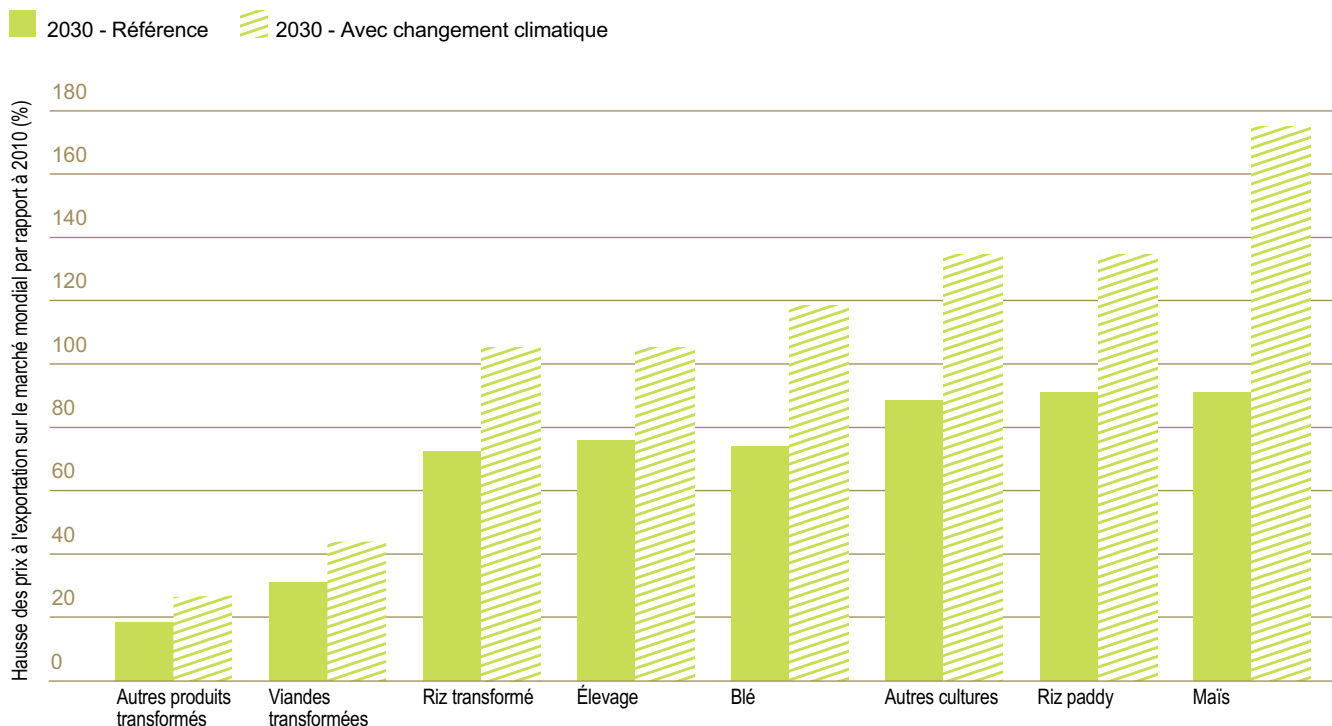
On estime que trois sociétés agroalimentaires (Cargill, Bunge et ADM) contrôlent à elles seules près de 90% du commerce des céréales dans le monde.

---

Entre 1983 et 2006, la part de l'agriculture dans l'aide (APD) est passée de 20,4% à 3,7%. Dans le même temps, l'aide des États des pays riches dans leurs propres secteurs agricoles a dépassé 250 milliards de dollars, soit 79 fois l'aide au secteur agricole.

---

## Graphique 1 : Prévisions sur les changements effectifs du prix des denrées alimentaires au cours des 20 prochaines années



Source : Willenbockel (2011), « Exploring Food Price Scenarios Towards 2030 », Oxfam et IDS

La campagne « Cultivons » d'Oxfam véhicule un message simple: un autre avenir est possible, et nous pouvons le construire ensemble. Au cours des prochaines années, des actions décisives menées dans le monde entier pourraient permettre à des centaines de millions de personnes de nourrir leur famille et d'éviter que les désastres liés au changement climatique ne détruisent leur avenir (et le nôtre). Mais cela ne sera possible qu'à condition de stopper notre marche de somnambule vers une catastrophe écologique. Cette campagne est le signal de rassemblement d'Oxfam.

Nous devons apporter espoir et opportunité au milliard de personnes souffrant actuellement de la faim dans le monde. Parallèlement, nous devons faire face à la menace d'une catastrophe exacerbée par une demande alimentaire toujours plus forte et le télescopage imminent entre d'une part les systèmes écologiques sources de vie, et d'autre part les systèmes économiques gages de richesse. Nous devons enfin repenser ce régime international incapable de protéger les plus vulnérables. Nous devons relever trois défis:

**La demande en eau va augmenter de 30% d'ici à 2030.**

### Premier défi: une production durable

Une mutation du système alimentaire est indispensable. D'ici à 2050, la planète comptera 9 milliards d'individus et la demande alimentaire va augmenter de 70%. Il est essentiel de répondre à cette demande, malgré l'amenuisement des rendements, la raréfaction des ressources en eau et la concurrence croissante sur les terres. L'agriculture doit rapidement s'adapter à un climat changeant et réduire son empreinte carbone.

Pour chaque dollar du contribuable dépensé dans l'aide alimentaire des États-Unis, seuls 40 cents servent véritablement à acheter de la nourriture. L'ouverture à la concurrence du transport de l'aide alimentaire américaine pourrait permettre de nourrir 3,2 millions de personnes supplémentaires en situation d'urgence.

La superficie de terres arables par personne a pratiquement diminué de moitié depuis 1960.

L'agriculture est à l'origine de près de 30% des émissions de gaz à effet de serre dans le monde.

## Deuxième défi: l'égalité

Nous devons également corriger les inégalités révoltantes qui gangrènent le système alimentaire, du champ jusqu'à notre assiette. Nous produisons plus de denrées alimentaires que nécessaire. Dans les pays riches, nous en gaspillons une grande partie. Dans le monde en développement, près d'un milliard de personnes souffrent de la faim.

La faim et la pauvreté se concentrent dans les zones rurales. Le développement du potentiel des petites exploitations (constituant l'épine dorsale du système alimentaire) représente la meilleure opportunité pour accroître la production alimentaire, dynamiser la sécurité alimentaire et réduire la vulnérabilité. Pourtant, hommes et femmes confondus, sont régulièrement privés des ressources dont ils ont besoin pour prospérer: eau, technologie, investissements et crédits, notamment. En Afrique comme ailleurs, de vastes parcelles de terre sont actuellement achetées par des investisseurs à des prix sacrifiés, dans le cadre de transactions ne laissant que quelques miettes aux communautés locales.

---

Les consommateurs des pays riches peuvent gaspiller jusqu'à un quart des denrées alimentaires qu'ils achètent.

---

Dans plus de la moitié des pays industrialisés, au minimum 50% de la population est en surpoids.

---

80% des derniers investissements fonciers restent inexploités.

---

40% de la production américaine de maïs finit dans des moteurs plutôt que dans des estomacs.

---

## Troisième défi: la résilience

Le système alimentaire est de plus en plus fragile. Les fluctuations du cours du pétrole ont un impact sur les prix des denrées alimentaires par l'entremise des engrais et des coûts de transport. Les phénomènes météorologiques perturbent l'approvisionnement. Les capitaux spéculatifs faussent les marchés des denrées alimentaires. Le pire est sans doute le rôle des États dans le déclenchement des crises du prix des denrées alimentaires, plutôt que dans leur prévention. Des politiques d'intérêts personnels étriés et une concurrence déloyale (avec les programmes d'agrocarburant basés sur les céréales et les interdictions d'exportation) rendent encore plus critique une situation qui était déjà mauvaise.

Nous devons énormément renforcer notre capacité à gérer collectivement les risques, ainsi que notre résilience face aux chocs et à la volatilité. Hélas, les institutions requises pour protéger les plus vulnérables sont souvent inadaptées ou font totalement défaut.

---

Les agricultrices pourraient améliorer leur rendement de 20 à 30% si elles bénéficiaient d'un accès aux ressources équivalent à celui des hommes.

---

4 personnes sur 5 n'ont pas accès à la moindre protection sociale.

---

---

En 2010, seulement 63% des appels d'urgence des Nations unies ont été financés.

---





# Une prospérité nouvelle

Heureusement, la grande mutation requise est déjà en marche, sous l'impulsion d'individus, d'organisations et de mouvements qui ont pris les choses en mains, pour un avenir meilleur. Au Brésil, 20 ans d'activisme de la société civile et des mouvements sociaux ont défié les élites et permis l'élection de représentants politiques qui avaient la vision nécessaire, associée à un sens développé de l'éthique. Une multitude de politiques destinées à lutter contre la faim ont vu le jour, avec des résultats remarquables. Le Vietnam a atteint des résultats comparables via une réforme agraire et un programme d'investissement ambitieux dans les petites exploitations. Au Canada, une campagne publique concertée et menée notamment par Oxfam a permis de délier l'aide alimentaire. Les consommateurs sont de plus en plus à la recherche de produits équitables et durables. Dans les pays développés et en développement, les campagnes sur le changement climatique ont permis de galvaniser les politiques et les entreprises responsables en renforçant la pression sur les compagnies susceptibles de bloquer toute action ambitieuse.

Ces victoires parmi d'autres tracent la voie vers une **prospérité nouvelle** au-delà de cette période de crise. Une ère dans laquelle nous reconnaissons la valeur de l'environnement et partageons équitablement les ressources dans le monde. Où les États résistent aux intérêts particuliers et préfèrent affecter les ressources publiques aux biens publics, en régulant les marchés dans l'intérêt du plus grand nombre. Où les entreprises ne peuvent plus piller notre base de ressources, mais doivent tirer leurs profits du développement de solutions répondant aux défis auxquels nous sommes confrontés. Où chacun a accès aux ressources dont il a besoin pour se nourrir et nourrir sa famille.

L'ampleur du défi est gigantesque. Un changement d'orientation est indispensable si nous souhaitons établir une prospérité nouvelle avant de causer des dégâts irréparables à la planète. Pour cela, trois mutations majeures sont nécessaires: dans la gestion des crises, dans la restructuration de l'agriculture et dans notre compréhension de l'environnement.

---

Le Vietnam a atteint le premier objectif du Millénaire pour le développement (réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde) avec cinq ans d'avance sur le calendrier des Nations unies.

---

En 2009, les investissements mondiaux consacrés aux technologies renouvelables ont pour la première fois dépassé les dépenses engagées dans les carburants fossiles.

---

En 2009, Apple et Nike ont quitté publiquement la Chambre de commerce des États-Unis lorsque cette dernière a refusé de soutenir la législation américaine sur le climat.

---

## Bâtir une nouvelle gouvernance mondiale pour prévenir les crises alimentaires

La priorité absolue des États doit être de lutter contre la faim et de réduire la vulnérabilité. Ils doivent renforcer la résilience en créant des emplois, en s'adaptant au changement climatique, en investissant dans la réduction des risques de catastrophes et en étendant la protection sociale.

Nous devons contrôler le commerce pour gérer les risques en bâtissant un système de réserves alimentaires, en renforçant la transparence sur les marchés des denrées, en définissant des règles sur les restrictions des exportations et en mettant un terme aux subventions agricoles faussant les marchés. La spéculation financière doit être régulée et l'aide en faveur des agrocarburants aux dépens des denrées alimentaires démantelée.

Nous devons également réformer les institutions internationales dont nous avons besoin pour réagir aux chocs. L'aide alimentaire doit être déliée et la communauté internationale doit passer à un système qui permette à 100% des financements d'être consacrés aux urgences, par le biais de «contributions évaluées» dès le départ. Un nouveau fonds mondial sur le climat destiné à financer l'adaptation dans les pays en développement doit être créé et financé.

## Bâtir un nouvel avenir pour l'agriculture

L'important déséquilibre de l'investissement public dans l'agriculture doit être rectifié et les milliards actuellement dépensés dans les exploitations industrielles non durables des pays riches réaffectés pour répondre aux besoins des petits producteurs des pays en développement. Car c'est bien là que les meilleurs résultats en termes de productivité, d'intensification durable, de réduction de la pauvreté et de résilience peuvent être obtenus. Les pays donateurs et les organisations internationales doivent continuer d'augmenter la part des dépenses agricoles dans l'APD et d'investir dans l'adaptation des pratiques agricoles. De nouvelles réglementations globales sont nécessaires pour réglementer l'investissement foncier afin de garantir des retombées sociales et environnementales positives. Les États doivent par ailleurs soutenir publiquement les petites exploitations agricoles durables tout en régulant soigneusement les investissements privés sur les terres et l'eau pour en garantir l'accès aux femmes et aux hommes vivant dans la pauvreté.

Les entreprises doivent saisir les opportunités que représentent les petites exploitations pour diversifier et sécuriser leur approvisionnement, pour répondre à la demande croissante de consommateurs sensibilisés au développement durable et pour développer de nouvelles technologies. Enfin, les États doivent intervenir là où les entreprises ont peur de s'aventurer: orienter la R&D en faveur des technologies appropriées pour les productrices et les producteurs pauvres, les aider à vendre leur production dans des conditions décentes, les soutenir en les formant et en garantissant l'accès aux financements.

---

## La faim a reculé d'un tiers au Brésil entre 2000 et 2007.

---

## Bâtir un nouvel avenir écologique

La course vers un avenir durable est lancée et les opportunités sont énormes pour ceux qui y parviendront le plus rapidement. Les États doivent intervenir pour accélérer et guider la transition. Ils doivent investir dans des biens publics comme la R&D dans le domaine des énergies renouvelables. Ils doivent mettre en place des mesures incitatives par le biais de subventions ou de crédits d'impôts pour orienter les capitaux privés vers les secteurs requis. Ils doivent taxer les éléments indésirables (comme les émissions de gaz à effet de serre) pour orienter l'activité économique vers des alternatives favorables. Ils doivent enfin réguler le marché pour empêcher les entreprises de polluer et pour les encourager à proposer des biens et des services qu'elles n'offriraient pas en l'absence de réglementation.

Au final, notre réussite ou notre échec à construire un nouvel avenir écologique dépendra de la capacité des dirigeants politiques à s'entendre sur un accord international ambitieux et équitable sur le changement climatique.

### Action pour 2011

Il n'y a pas de temps à perdre; 2011 offre des opportunités décisives.

Lorsqu'ils se réuniront en novembre 2011, les dirigeants du G20 détermineront s'il est nécessaire de réguler les marchés et de gérer le prix des denrées alimentaires, et le cas échéant, comment le gérer, afin de se prémunir contre les futures crises alimentaires. Ils doivent accroître la transparence sur les marchés des denrées et sur les marchés de demain, déployer à plus grande échelle les réserves alimentaires, réguler les spéculations financières et s'accorder sur des mécanismes innovants basés sur le marché pour augmenter le financement pour le climat, par exemple par le biais d'une taxe sur les transactions financières ou des redevances sur les échanges et les trajets aériens internationaux.

À la reprise des négociations internationales sur le climat à Durban fin 2011, les participants doivent rendre opérationnel le fonds mondial sur le climat approuvé en 2010, intégrer des femmes dans son comité et s'assurer que les liquidités disponibles sont suffisantes, qu'elles soient issues de nouvelles formes de financement ou issues de contributions directes des États.

Lors de la réunion du Comité de la sécurité alimentaire mondiale en octobre, celui-ci doit approuver la régulation d'acquisitions foncières à grande échelle pour s'assurer que les personnes vivant dans la pauvreté aient accès aux ressources naturelles.

Lors de la réforme de la Convention relative à l'aide alimentaire par les États donateurs, ces derniers doivent trouver un accord pour délier l'aide alimentaire, l'affranchir des conglomérats d'intérêts particuliers et augmenter d'un coup ses performances en termes de rendement, d'opportunité, d'efficacité et de portée.

Tous les États doivent mener des actions immédiates pour renforcer leur résilience et initier la transition vers un nouvel avenir pour l'agriculture. Les États doivent notamment réduire la faim en offrant aux femmes un niveau d'accès aux ressources similaire à celui dont bénéficient les hommes, en promouvant le développement d'une agriculture durable, en stimulant création d'emplois et croissance inclusive et en investissant dans l'adaptation au changement climatique, la réduction des risques de catastrophes et la protection sociale pour lutter contre la vulnérabilité.

## Comment faire pour y parvenir ?

L'ampleur du défi est sans précédent, tout comme la récompense si celui-ci est relevé: la création d'un avenir durable où personne n'aura faim. La réalisation dans les temps de l'objectif de bâtir une **prospérité nouvelle** exigera toute l'énergie, l'ingéniosité et la volonté politique que peut mobiliser l'humanité. Pour construire une nouvelle gouvernance, investir dans les petites exploitations agricoles et réduire les émissions de gaz à effet de serre, nous devons tout d'abord aller au-delà des intérêts particuliers qui ont jusqu'à présent paralysé le processus politique.

Cette **prospérité nouvelle** devra être bâtie simultanément de la base au sommet et inversement. Dans les hautes sphères, les leaders ambitieux conduiront cette réussite. Des leaders politiques résisteront aux sirènes des intérêts particuliers, inspireront leurs citoyens et mobiliseront le soutien de l'État dans la régulation, l'adaptation, la protection et l'investissement en faveur du plus grand nombre. Des chefs d'entreprise rompront avec les lobbies industriels destructeurs, renforçant la volonté des politiques et des États résolument tournés vers le changement. Ils adopteront des réglementations progressistes plutôt que de chercher à les saper ou à les diluer. Ils cesseront de reporter leurs coûts environnementaux et sociaux sur les autres et prospéreront en identifiant des moyens de tirer le meilleur parti des ressources rares en répondant aux demandes des consommateurs et à la pression publique.

À la base, des réseaux de citoyens, des consommateurs, des producteurs, des communautés, des mouvements sociaux et des organisations de la société civile militeront pour un changement des États et des entreprises. Par les décisions qu'ils prennent et les choix qu'ils font, ils influenceront sur leurs stratégies, en optant pour des modes de vie à faible émission de carbone, en achetant des produits équitables ou en réclamant un changement par le biais de manifestations ou dans les urnes. Dans le cadre de sa campagne, Oxfam travaillera aux côtés de ces groupes (et de nombreux autres) pour générer une grande dynamique en faveur du changement. Ensemble, nous défierons l'ordre établi et jetterons les bases d'une prospérité nouvelle.

[www.oxfam.org/cultivons](http://www.oxfam.org/cultivons)

© Oxfam International juin 2011

Publié par Oxfam Grande-Bretagne pour Oxfam International sous le numéro ISBN 978-1-84814-857-4 en juin 2011. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni. Oxfam Grande-Bretagne est enregistré en tant qu'organisme caritatif en Angleterre et au Pays de Galles (no. 202918) et en Écosse (SCO 039042); et est membre de la confédération internationale Oxfam